

DEMOGRAPHIE ET VIOLENCE DANS LES BALKANS

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

du colonel Gjorgji Bojadziev
dans le cadre de l'étude dirigée
« Géopolitique et démographie »

Directeur : J.C. CHESNAIS
directeur de recherches à
l'Institut National des Etudes Démographiques

Avril 2001

Fiche de présentation

1. Démographie et violence dans les Balkans

2. Colonel Gjorgji Bojadziev

3. 03 avril 2001

4. Division B, groupe B2

5. Mémoire de géopolitique

6. Synthèse :

Au cours de l'histoire, les Balkans ont été le théâtre constant de violence et de guerres. Le territoire a été témoin de changements de frontières et de la création de nouveaux Etats. Les causes de ces troubles sont diverses. Mais, ce mémoire étudie la démographie comme facteur principal de violence, et analyse les conséquences pour la Macédoine et son l'avenir. Le gouvernement macédonien est candidat à l'Union Européenne et l' O.T.A.N. pour devenir membre à part entière. Cette adhésion lui garantira la prospérité économique et la sécurité.

7. Mots clés : Macédoine, Yougoslavie, Balkans, Démographie, Violence

Démographie et violence dans les Balkans

Partie I

Démographie en général

Définition

La démographie et ses sources

Les statistiques d'Etat

Les statistiques de mouvement

Développement économique

Influence des les minorités

Les processus unificateurs en Balkan

Partie II

La démographie dans les Balkans – Yougoslavie (Kosovo)

Le histoire de la Yougoslavie – 1945-1989

Les nationalités

Le redressement de l'économie

Rôle de la Communauté Internationale

Risque d'extension de la crise

Partie III

Conséquences pour la Macédoine

Aperçu historique

Population

Composition ethnique

Structure de la population

Agglomérations

Religions

INTRODUCTION

Pour la Macédoine, la violence peut se décliner en plusieurs facteurs. On peut y classer : la démographie, l'économie, la culture, la sociologie, la politique et la géographie. Ces facteurs de violence ne sont pas classés par ordre d'importance, mais, suivant les régions, certains facteurs peuvent revêtir plus d'importance que d'autres.

Pour tous ces facteurs, on y retrouve les acteurs suivants : les macédoniens, les albanais, les turques, les serbes et d'autres minorités. La majorité de ces acteurs sont les macédoniens (68%), et parmi les minorités, les albanais, 21% lors du dernier recensement, mais on estime que lors du prochain recensement, ils représenteront environ 30%.

La péninsule balkanique a offert pendant 500 ans un terrain de prédilection à la rivalité entre les empires autrichien et turc. A partir du XVIII^e siècle, un troisième protagoniste, la Russie, a fait son apparition sur la scène, avec des visées hégémoniques sur les détroits déjà très convoités du Bosphore et des Dardanelles, qui ouvrent la mer de Marmara. Plus tard, les Balkans allaient être le théâtre de violents affrontements entre l'Allemagne nazie, les démocraties occidentales et l'Union soviétique.

Pour avoir une petite idée de la complexité du problème des minorités, il faut de savoir qu'il existe 2 millions Hongrois en Roumanie, 18% d'Albanais en Yougoslavie, 22% d'Albanais en Macédoine, 10% De Turcs et 4% de Macédoniens en Bulgarie etc. Le schéma donne l'image de la poudrière et des principaux conflits et sources de tensions des Balkans.

Après la Seconde Guerre mondiale, quatre Etats balkaniques – la Yougoslavie, l'Albanie, la Roumanie et la Bulgarie – étaient tenus pour des « satellites modèles » de l'Union soviétique. Pourtant la Yougoslavie allait frapper le premier coup fatal au dogme le plus sacré – le soutien inconditionnel au Kremlin. Puis est survenue la rupture spectaculaire entre l'Albanie et l'Union soviétique, entre le plus faible et le plus fort des pouvoirs communistes. Quelques années plus tard, la Roumanie entamait sa bataille

pour l'émancipation. Seule la Bulgarie est restée jusqu'à la fin le fidèle vassal de l'Union soviétique.

Avec la fin de la guerre froide et la disparition des étiquettes idéologiques, les Balkans reviennent sur le devant de la scène internationale dans leur rôle traditionnel de foyer de discorde, véritable poudrière politique de l'Europe et creuset d'idées nationalistes et populistes.

DEMOGRAPHIE EN GENERAL¹

1.1. Définitions :

Le mot « démographie » est apparu pour la première fois en 1855 sous la plume d'A.Guillard (1790-1876).

La démographie est, écrit-il, l' « histoire naturelle et sociale de l'espèce humaine ». En ce sens, dès lors qu'elle renseigne aussi sur les caractéristiques actuelles de la population d'un territoire donné, la démographie perpétue la grande tradition de l'arithmétique politique et l'éclairage qu'elle apporte est un guide indispensable pour l'action des pouvoirs publics. La réduire à une comptabilité des hommes serait toutefois lui donner une apparence abstraite, voire étriquée, alors même qu'elle repose sur la donnée la plus concrète et la plus fondamentale entre toutes : la vie et la mort des hommes. Elle étudie, en effet, les événements les plus marquants de l'existence quotidienne : les naissances, les mariages, les divorces, les décès, les migrations...

On peut donc distinguer deux dimensions de la démographie : la démographie pure (ou analyse démographique) et la démographie large.

La première (l'analyse démographique) est un exercice technique, une application de la statistique aux populations humaines ; son objet est d'enregistrer et de mesurer les phénomènes, sans en saisir les tenants et les aboutissants.

La seconde (la démographie large), s'intéresse aux causes qui ont pu produire les phénomènes étudiés, ainsi qu'à leurs conséquences possibles. Elle analyse aussi les structures biologiques, socio-économiques, culturelles, juridiques, ethniques de la population (répartition par sexe, âge, profession, habitat, niveau d'instruction, nationalité, ethnie).

La définition la plus complète est : « La démographie est science ayant pour objet l'étude des populations humaines, et traitant de leur dimension, de leur structure,

¹ Jean-Claude Chesnais : Que sais-je de la démographie ?

de leur évolution et de leurs caractères généraux, envisagés principalement d'un point de vue quantitatif . »

Le point de vue quantitatif n'est pas exclusif ; il paraît toutefois désormais de plus en plus réducteur. L'attention portée à la qualité des hommes ne cesse de croître. La diffusion de la contraception moderne a permis aux couples de limiter leur descendance s'il y a la volonté de leur utilisation.

1.2. La démographie et ses sources

Comme toute autre science sociale, la démographie se nourrit d'informations de base sur les sociétés humaines. Ce réservoir de matières premières est plus ou moins, important selon les pays.

On peut distinguer quatre sources d'informations de base :

- 1/ les recensements de la population,
- 2/ les statistiques d'état civil,
- 3/ les enquêtes démographiques par sondage,
- 4/ les registres de population.

Les recensements et les enquêtes donnent une description, une photographie de la population à un moment donné ; elles correspondent aux statistiques d'état de la population. L'état civil et les registres renseignent sur les changements qui affectent cette population et donc alimentent ce qu'on appelle les statistiques de mouvement de la population. Ces sources se complètent et c'est leur utilisation conjointe qui fait la richesse de certains travaux d'analyse démographique.

Par son caractère exhaustif et exceptionnel, le recensement est l'opération la plus complète, à l'issue de laquelle on obtient une description détaillée du profil des habitants d'un territoire. Le recensement constitue ainsi une référence indispensable pour l'action pouvoirs publics, nationaux ou locaux. Il fournit, par ailleurs, le cadre statistique nécessaire pour la constitution de tout échantillon représentatif utilisé lors de la réalisation d'enquêtes par sondage.

1.3. Les statistiques d'état : recensements et enquêtes

Le recensement est l'outil privilégié de la démographie puisqu'il consiste en un dénombrement exhaustif d'une population dans ses principales caractéristiques démographiques, économiques, sociales, culturelles. Il se distingue du simple dénombrement par la richesse des renseignements fournis : date de naissance, sexe, état matrimonial, nombre et âge des enfants, lieu de naissance, profession, niveau d'instruction, localité de résidence, nationalité, etc. Le recensement permet donc de connaître le nombre et la structure de la population.

Les premières statistiques officielles concernant la situation démographique sur le territoire de la République de Macédoine ont été obtenues à partir des données publiées 1921-1931 sur le nom « vardarska banovina » RSHS.

1.4. Les statistiques de mouvement : L'état civil et les registres de population

Les principaux événements de l'existence (naissances, mariages, divorces, décès) donnent lieu à une inscription sur les registres de l'état civil.

De façon général, dans les pays développés, l'enregistrement des naissances et des décès répond à une obligation légale. Dans les pays à bonne tradition statistique d'Europe occidentale et centrale, les données d'état civil peuvent être considérées comme parfaites. Pour certains pays périphériques, ou se trouve et mon pays, en revanche, l'enregistrement est encore défectueux. Dans les pays en voie de développement, l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès est incomplet.

Le registre de population est le système d'observation idéal puisqu'il permet de suivre de façon permanente les mouvements de la population. Il s'agit, en effet, d'un répertoire des personnes physiques.

En l'absence de tels registres, le mouvement migratoire, par nature plus difficile à observer que le mouvement naturel (naissances et décès), n'est connu que de manière incomplète et approximative. Les motifs des mouvements migratoires (travail, études, regroupement familial, tourisme, etc.) sont très divers et les sources d'information sur la question sont très hétérogènes et peu cohérentes, chacun obéissant à sa logique propre.

1.5. Développement économique et qualité des données

La qualité des données est fonction du niveau de développement. Dans les pays peu développés, cette qualité est défectueuse alors que dans les sociétés industrielles elle a longtemps avoisiné la perfection. La ligne de partage qui sépare les pays où les données sont fiables et ceux où la statistique demeure imparfaite recouvre à peu près la distinction entre pays dits développés et pays moins développés.

Aucun recensement n'est parfait. Il y a des erreurs .

D'après le recensement de juin 1994, la République de Macédoine compte 1 936 877 habitants, la majorité étant de nationalité macédonienne, le reste appartenant à 26 minorités et groupes ethniques et à un nombre minimal qui ne se déclare pas. La densité de la population en Macédoine est de 79,8 habitants par kilomètre carré.

La moyenne d'âge de la population est de 32,7 ans pour les hommes et de 33,9 ans pour les femmes.

L'espérance de vie des hommes est de 70,1 ans et celle des femmes de 74,4 ans.

1.6. L'influence des minorités

La période de recomposition internationale ouverte par l'effondrement des systèmes communistes s'accompagne d'une forte poussée des mouvements minoritaires et modifie les conditions de leur expression. Quantitativement on note la prééminence des conflits internes aux Etats ou « liés à la constitution d'un Etat. Ces conflits éclatement de l'Etat où des minorités ont la tendance se multiplier rapidement (les Albanais au Kosovo en Yougoslavie et en Macédoine). Nous comparerons les résultats du recensements de 1953 à celui de 1994. En 1953 Macédoine a 152,521 Albanaise, mais 1994 a 441,194 sinon plus 288,670 ou 189,2% . Les minorités désigne souvent par le terme « minorité ethnique » ou « minorités nationales ».

1.7. Les processus unificateurs en Balkan et Moyen-Orient

Ces régions prennent leur physionomie moderne lors de la dislocation de l'Empire ottoman qui les avait artificiellement réunies. Deux types de forces entrent en jeu – et en conflit – pour la naissance des Etats de la région : les minorités nationales qui avaient persisté sous l'Empire ottoman et les puissances coloniales qui se partagent

leur influence sur les zones importantes pour des raisons stratégiques et économiques. Angleterre, France, Empire austro-hongrois et Russie poursuivent leurs desseins d'expansion et aboutissent au lendemain de la Première Guerre mondiale à un partage territorial qui sacrifie délibérément certains peuples et crée de durables frustrations. Plusieurs ensembles sont constitués sur des bases hétérogènes (Irak, Liban, Yougoslavie) et l'équilibre de leur composition ethnique est très fragile. La Yougoslavie Royaume, est née de la dislocation de deux empires : celui d'Autriche et l'Empire ottoman.

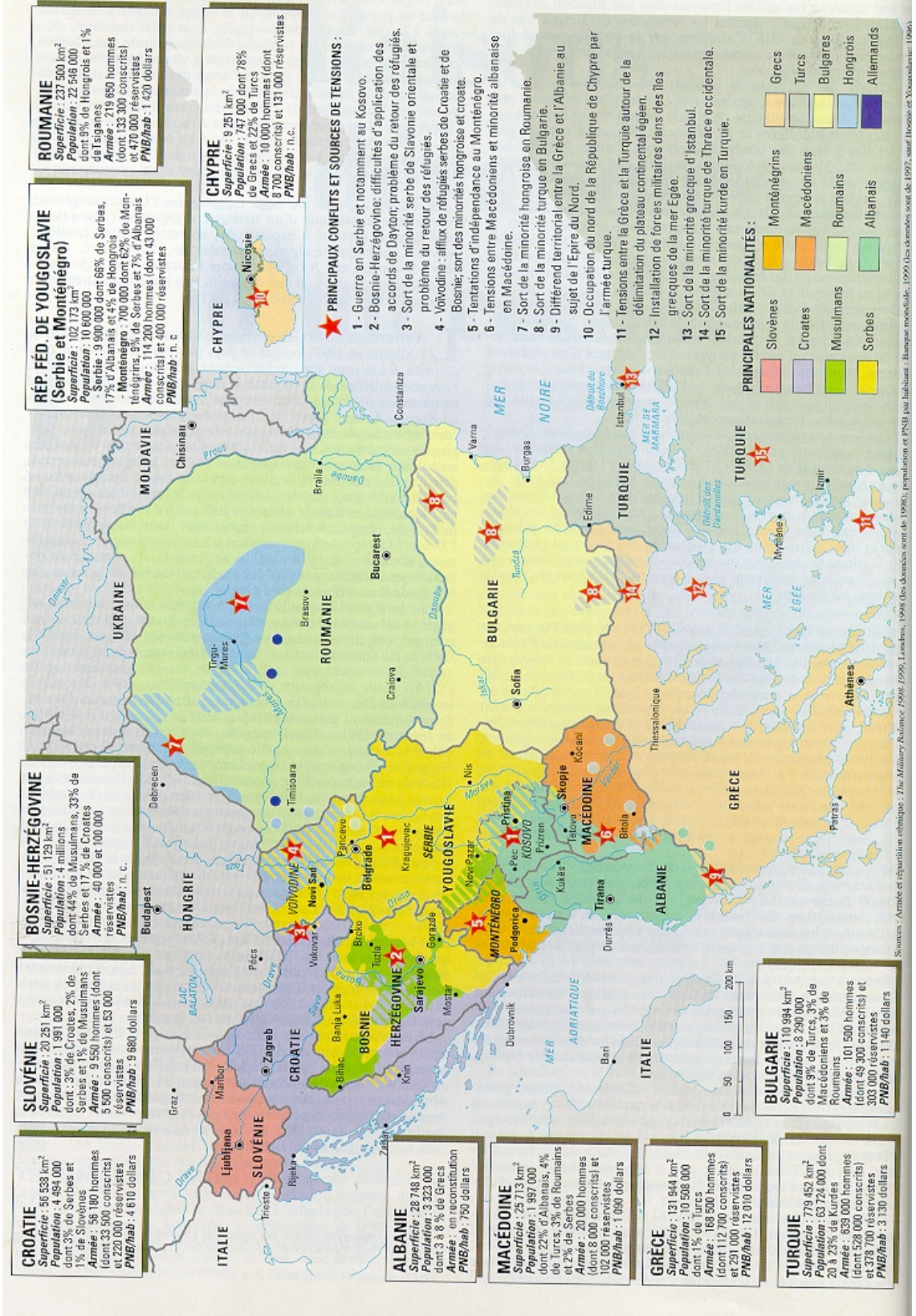
La péninsule balkanique a offert pendant 500 ans un terrain de prédilection à la rivalité entre les empires autrichien et turc. A partir du XVIII^e siècle, un troisième protagoniste, la Russie, a fait son apparition sur la scène, avec des visées hégémoniques sur les détroits déjà très convoités du Bosphore et des Dardanelles, qui ouvrent la mer de Marmara. Plus tard, les Balkans allaient être le théâtre de violents affrontements entre l'Allemagne nazie, les démocraties occidentales et l'Union soviétique.

Après la Seconde Guerre mondiale, quatre Etats balkaniques – la Yougoslavie, l'Albanie, la Roumanie et la Bulgarie – étaient tenus pour des « satellites modèles » de l'Union soviétique. Pourtant la Yougoslavie allait frapper le premier coup fatal au dogme le plus sacré – le soutien inconditionnel au Kremlin. Puis est survenue la rupture spectaculaire entre l'Albanie et l'Union soviétique, entre le plus faible et le plus fort des pouvoirs communistes. Quelques années plus tard, la Roumanie entamait sa bataille pour l'émancipation. Seule la Bulgarie est restée jusqu'à la fin le fidèle vassal de l'Union soviétique.

Avec la fin de la guerre froide et la disparition des étiquettes idéologiques, les Balkans reviennent sur le devant de la scène internationale dans leur rôle traditionnel de foyer de discorde, véritable poudrière politique de l'Europe et creuset d'idées nationalistes et populistes.

Pour avoir une petite idée de la complexité du problème des minorités, il faut de savoir qu'il existe 2 millions Hongrois en Roumanie, 18% d'Albanais en Yougoslavie, 22% d'Albanais en Macédoine, 10% De Turcs et 4% de Macédoniens en Bulgarie etc. Le schéma donne l'image de la poudrière et des principaux conflits et sources de tensions de Balkans.

La poudrière des Balkans



ROUMANIE
Superficie : 237 500 km²
Population : 22 546 000
dont 3% de Hongrois et 1% de Tsiganes
Armée : 218 650 hommes (dont 33 300 conscrits) et 49 000 réservistes
PMB/hab : 1 420 dollars

RÉP. FÉD. DE YOUGOSLAVIE (Serbie et Monténégro)
Superficie : 102 173 km²
Population : 10 600 000
- Serbie : 9 500 000 dont 68% de Serbes, 17% d'Albanais et 4% de Hongrois
- Monténégro : 700 000 dont 62% de Monténégrins, 3% de Serbes et 7% d'Albanais
Armée : 114 200 hommes (dont 43 000 conscrits) et 400 000 réservistes
PMB/hab : n. c.

CHYPRE
Superficie : 9 251 km²
Population : 747 000 dont 78% de Grecs et 22% de Turcs
Armée : 10 000 hommes (dont 3 700 conscrits) et 131 000 réservistes
PMB/hab : n. c.

CHYPRE
Nicosie

- ★ PRINCIPAUX CONFLITS ET SOURCES DE TENSIONS :**
- 1 - Guerre en Serbie et notamment au Kosovo.
 - 2 - Bosnie-Herzégovine: difficultés d'application des accords de Dayton; problème du retour des réfugiés.
 - 3 - Sort de la minorité serbe de Slavonie orientale et problème du retour des réfugiés.
 - 4 - Voïvodine : afflux de réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie; sort des minorités hongroise et croate.
 - 5 - Tentations d'indépendance au Monténégro.
 - 6 - Tensions entre Macédoniens et minorité albanaise en Macédoine.
 - 7 - Sort de la minorité hongroise en Roumanie.
 - 8 - Sort de la minorité turque en Bulgarie.
 - 9 - Différend territorial entre la Grèce et l'Albanie au sujet de l'Épire du Nord.
 - 10 - Occupation du nord de la République de Chypre par l'armée turque.
 - 11 - Tensions entre la Grèce et la Turquie autour de la délimitation du plateau continental égéen.
 - 12 - Installation de forces militaires dans des îles grecques de la mer Égée.
 - 13 - Sort de la minorité grecque d'Istanbul.
 - 14 - Sort de la minorité turque de Thrace occidentale.
 - 15 - Sort de la minorité kurde en Turquie.

PRINCIPALES NATIONALITÉS :

	Slovénes		Monténégrins		Grecs
	Croates		Macédoniens		Turcs
	Musulmans		Roumains		Bulgares
	Serbes		Albanais		Hongrois
					Allemands

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Superficie : 51 129 km²
Population : 4 millions
dont 44% de Musulmans, 33% de Serbes et 17% de Croates
Armée : 40 000 et 100 000 réservistes
PMB/hab : n. c.

SLOVÉNIE
Superficie : 20 261 km²
Population : 1 951 000
dont 3% de Croates, 2% de Serbes et 1% de Hongrois
Armée : 9 150 hommes (dont 5 500 conscrits) et 53 000 réservistes
PMB/hab : 9 680 dollars

CROATIE
Superficie : 56 538 km²
Population : 4 494 000
dont 3% de Serbes et 1% de Slovénes
Armée : 58 180 hommes (dont 33 500 conscrits) et 220 000 réservistes
PMB/hab : 4 610 dollars

HONGRIE
Budapest

CROATIE
Zagreb

ALBANIE
Superficie : 28 748 km²
Population : 3 323 000
dont 3 à 8 % de Grecs et 4% de Serbes, en reconstruction
PMB/hab : 750 dollars

VOÏVODINE
Nouveau Sad

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Sarajevo

MACÉDOINE
Superficie : 25 713 km²
Population : 1 987 000
dont 22% d'Albanais, 4% de Turcs, 3% de Roumains et 2% de Serbes
Armée : 20 000 hommes (dont 8 000 conscrits) et 42 000 réservistes
PMB/hab : 1 050 dollars

SERBIE
Belgrade

HERZÉGOVINE
Tuzla

GRÈCE
Superficie : 131 944 km²
Population : 10 506 000
dont 1% de Turcs
Armée : 168 500 hommes (dont 112 000 conscrits) et 251 000 réservistes
PMB/hab : 12 010 dollars

YOUgoslavie
Belgrade

ALBANIE
Tirana

TURQUIE
Superficie : 778 452 km²
Population : 63 744 000 dont 20 à 25% de Grecs
Armée : 638 000 hommes (dont 528 000 conscrits) et 378 700 réservistes
PMB/hab : 3 130 dollars

MACÉDOINE
Skopje

BULGARIE
Superficie : 110 984 km²
Population : 8 290 000
dont 3% de Turcs, 3% de Macédoniens et 3% de Roumains
Armée : 101 500 hommes (dont 49 300 conscrits) et 500 000 réservistes
PMB/hab : 1 140 dollars

TURQUIE
Istanbul

ITALIE
Rome

TURQUIE
Ankara

Sources : Armée et délimitation ethnique - The Military Balance 1998-1999, Londres, 1998 (les données sont de 1998); population et PMB par habitant - Banque mondiale, 1999 (les données sont de 1997, sauf Hoïos et Yougoslavie: 1994).

LA DEMOGRAPHIE DANS LES BALKANS – YUGOSLAVIE (KOSOVO)

2.1. L'histoire de la Yougoslavie (1943-1989) :

Josip Broz, surnommé Tito, était Président de la Yougoslavie pendant trente – cinq ans.

Croate, né en 1892 à Kumrovec, près de Zagreb, de père croate et de mère slovène, il avait enrôlé en 1914 dans l'armée autrichienne et fait prisonnier par les Russes. Il avait ainsi participé à la révolution russe et adhéré au Parti communiste. En 1937 il devient leader du Parti communiste yougoslave. C'est lui qui avait déclenché l'insurrection antifasciste et était chef de l'armée populaire pour libération de la Yougoslavie. Comme une volonté ensemble de toutes les peuples yougoslaves à l'époque de l'insurrection, le 29 nov. 1943 en territoire libéré, à Jajce, en Bosnie, était née la République fédérative populaire Yougoslavie².

Son organisation devait donc être fédérale, assurant des droits égaux à toutes les nationalités et un territoire aux plus importantes d'entre elles. La Yougoslavie devenait un Etat fédéral, comprenant autant de républiques qu'il y a de peuples slaves du Sud sur son territoire, à savoir six : Slovénie, Croatie, Serbie, Monténégro et Macédoine, enfin Bosnie (à cause des « Musulmans », qui ne devaient toutefois être reconnus comme nationalité que plus tard, en 1968). D'autre part, les deux principales minorités non slaves se voyaient incorporées dans deux provinces autonomie, le Kosovo et la Voïvodina.

Le nouveau régime garantissait une pleine égalité de droits à tous les peuples, l'enseignement à chacun dans sa langue maternelle, la libre utilisation par chacun de sa propre langue dans toutes les affaires publiques. Le résultat est particulièrement remarquable en Voïvodina, où sont en usage officiellement six langues : serbo-croite, hongrois, roumain, slovaque et ukrainien.

² Paul Garde : Vie et mort de la Yougoslavie

Tito avait montré beaucoup d'empressement à l'application des doctrines communistes, mais beaucoup d'« indisciplines » dans l'obéissance aux consignes au jour le jour de Staline, et ceci dès l'époque de la résistance. Il n'était pas disposé à renoncer à son autonomie de décision.

Au cours des années 46-48, les Soviétiques cherchèrent à se subordonner l'Etat yougoslave par des contacts directs entre leurs experts sur place et les responsables locaux, par-dessus la tête de la direction titiste. Ces manœuvres, qui réussissaient dans les autres pays communistes, échouèrent en Yougoslavie, où les dirigeants qui s'y étaient prêtés furent éliminés. Inversement, Tito entretenait des contacts avec les dirigeants albanais et bulgares, pour la création d'une fédération balkanique, sans en référer à Staline.

Ce dernier décida de se débarrasser de Tito, comme il avait éliminé précédemment tant d'autres dirigeants communistes. Le 28 juin 1948, le Kominform (Informbiro), organe de coordination des PC européens créé par Staline quelques mois auparavant, prononça la condamnation du PC yougoslave et appela « les forces saines du PCY à imposer une nouvelle ligne politique à la direction ».

On avait pensé que Tito serait renversé. Il tint bon. Les « kominformistes » yougoslaves furent rares, et tout l'appareil répressif se retourna contre eux. La volonté d'indépendance souleva cette fois-là toute la population autour du gouvernement. La campagne anti-titiste fut d'une violence inouïe dans les pays soumis au stalinisme. Mais, soutenu par son peuple, et appuyé par les Etats-Unis, Tito ne céda pas. Quelques années plus tard, après la mort de Staline, Nikita Khrouchtchev dut venir à Belgrade faire amende honorable.

A partir de cette rupture, la Yougoslavie³ évolua dans un sens très différent des autres pays communistes et était un pays relativement libéral : les frontières étaient ouvertes, non-alignement et autogestion.

³ Catherine Samary : Manière de voir ; Monde Diplomatique 6/1999

Non-alignement définit la politique extérieure de la Yougoslavie, elle profita de sa rupture avec le bloc communiste pour mener une politique novatrice. Puisque Tito avait échappé aux blocs européens, il devait s'appuyer sur les pays extra-européens (on ne disait pas encore le « tiers-mond ») en lutte pour la décolonisation. Il fut ainsi, avec Nehru et Nasser, l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés. Il appuya tous les mouvements anticolonialistes dans le monde. Grâce à cette politique, poursuivie avec persévérance pendant de trente ans, la Yougoslavie passa d'une influence régionale à un rôle mondial qu'elle n'avait jamais eu auparavant, et acquit un grand prestige dans le monde entier.

L'« Autogestion » désigne le système socio-économique mis au point progressivement par Tito, qui s'oppose à l'« étatisation » soviétique. L'autogestion signifie que les entreprises sont gérées non pas par l'Etat, comme en URSS, ni par un propriétaire privé, comme en Occident, mais par ceux qui y travaillent, elle signifiait une plus grande autonomie. Ce système permit d'améliorer les conditions de vie, vers le milieu des années 70, la Yougoslavie était beaucoup plus prospère et mieux approvisionnée que les autres pays dits « de l'Est ».

En 1974 fut promulguée une nouvelle Constitution renforçant le caractère autogestionnaire et fédéral de l'Etat.

Le pouvoir fédéral apparaissait comme une émanation de celui des entités fédérales : républiques et provinces autonomes. L'exécutif était dirigé par une présidence collégiale, avec Tito comme président à vie, et huit autres membres, un pour chacune des huit entités. De même, le pouvoir législatif était exercé par deux chambres : le Conseil fédéral, formé de délégués des organisations d'autogestion, et le Conseil des républiques et provinces, formé de délégués des assemblées de ces dernières. La personnalité des républiques et des provinces était renforcée, elles étaient dotées elles aussi d'une présidence et d'un Parlement composé de trois chambres.

Josip Broz Tito, président à vie, meurt le 4 mai 1980, il ne lui est pas donné de successeur. En application de la Constitution de 1974, il est institué un système de rotation ; chacun des huit membres de la présidence collégiale devait à tour de rôle être

élu par ses collègues comme président de la présidence, et donc chef de l'Etat, pour une durée d'un an.

Après 1980 en Yougoslavie il y a plusieurs des événements graves, mais les événements les plus graves se passent au Kosovo. Cette province, berceau de l'Etat serbe médiéval, s'était au cours des siècles de domination turque remplie peu à peu d'Albanais, la plupart musulmans, avec une natalité plus forte que les Serbes, et avaient fini par former 77% de la population. Les Albanais se considéraient comme dominés par les Serbes et occupés par l'armée yougoslave, et l'animosité entre les deux populations était forte.

Dans les périodes les plus libérales du régime, les Albanais avaient pu développer les relations avec l'Albanie voisine. Le nationalisme albanais prit de l'ampleur.

Au même moment, des exactions étaient commises contre les Serbes. La police et la justice du Kosovo, dépendant des autorités locales, semblaient peu empressées à retrouver les coupables. Les Serbes commençaient à fuir la région et s'indignaient de voir que les autorités étaient incapables de les protéger. Les Albanais avaient pour revendication « le Kosovo république ». En avril 1981, après les événements à l'université de Prishtina, le gouvernement yougoslave envoya l'armée.

Or c'est bien du Kosovo, qu'allait partir le choc déstabilisateur qui devait de proche en proche faire s'écrouler l'Etat yougoslave.

Dans ces mêmes années l'économie yougoslave est en bien mauvais état. La croissance économique avait été brillante jusque vers 1970 : environ 6% par an, ce qui est supérieur aux taux de croissance d'autres pays comparables à la même époque – Espagne, Portugal, Grèce. Le pays, jusque-là essentiellement agricole, s'industrialise rapidement. C'est que les mécanismes du socialisme autogestionnaire ne permettent pas à l'économie de s'adapter aux conséquences de la crise mondiale et du premier choc pétrolier.

1979 est l'année du tournant : les courbes de croissance s'inversent et le pays commence à s'appauvrir.

Cependant, au milieu des années 80, le système politique hérité de Tito, tel que l'a façonné la Constitution de 1974, tient toujours, avec sa présidence collégiale tournante, son gouvernement fédéral aux pouvoirs limités, sa Ligue des communistes largement décentralisée, et, dans chacune des huit entités fédérales, son groupe dirigeant local fortement conservateur, veillant à éliminer tous ceux qui le dérangent.

2.2. Les nationalités :

L'histoire a donc amené dans l'espace yougoslave des populations très diverses. Cette diversité, toujours minimisée sous les empires et sous la Yougoslavie monarchique, était au contraire pleinement reconnue sous les diverses constitutions de l'époque titiste. Celles-ci établissaient une hiérarchie entre deux types de nationalités (narodnosti) : les peuples (narodni) et les minorités (malcinstva).

Les peuples sont : Slovènes, Croates, Serbes, Macédoniens, Monténégrins, Musulmans, à chacun de ces peuples correspond une des six républiques.

La minorités représentent toutes les autres nationalités. Il y a d'abord, le long des frontières, les peuples qui ont leur habitat principal dans un Etat voisin, les frontières ne coïncidant nulle part avec les limites ethniques : Albanais, Bulgares, Roumains, Hongrois, Italiens.

Il y a les dépôts laissés par les anciens empires. Les Ottomans ont laissé une population de Turcs en Macédoine. L'empire des Habsbourg avait amené dans les régions du Nord des colons de plusieurs ses peuples : Tchèques, Slovaques, Ukrainiens.

Il y a enfin les diasporas, peuples dispersés dans de nombreux pays : Juifs, Tsiganes (Romi) Valaques.

Les deux minorités les plus nombreuses – Albanais et Hongrois, justifiaient l'existence des deux provinces autonomes : Kosovo et Vojvodina.

2.2.1. Nationalités de la Yougoslavie (recensement de 1981) :

Nationalités	En milliers	%	Habitat
Population total	22 240	100	
Peuples.....			
Serbes	8 104	36,3	
Croates	4 428	19,7	
Musulmans	1 999	8,9	
Slovènes	1 753	7,8	
Macédoniens	1 339	5,9	
Monténégrins	579	2,5	
Minorités :			
Albanais	1 730	7,7	Ko,Mk,MN,Se
Hongrois	426	1,8	V, Cr
Tsiganes	168	0,7	Se,Mk,K,V
Turcs	101	0,4	Mk
Slovaques	80	0,3	V
Roumains	54	0,2	V
Bulgares	36	0,1	Se
Valaques	32	0,1	Se,Mk
Ruthènes	23	0,1	V
Tchèques	19		Cr
Italiens	15		Cr
Ukrainiens	12		V
Non déterminés :			
« Yougoslaves »	1 219	5,4	

L'appartenance « yougoslave » semble avoir été revendiquée par certains Serbes vivant hors Serbie, par des Musulmans refusant une classification confessionnelle, par des personnes issues de mariages mixtes, enfin par des militants de la cause yougoslave.

2.2.2. Les nationalités par entité fédéral – 1981

Nationalité	Milliers	%	Nationalité	Milliers	%
Bosnie-Herzegovine	4 124		Croatie	4 601	
Musulmans.....	1 630	39,5	Croates	3 454	75
Serbes	1 320	32	Serbes	531	11,5
Croates	758	18,3	« Yougoslaves ».....	379	8,2
« Yougoslaves »	326	7,9	Hongrois	25	0,5
Monténégrins	14	0,3	Slovènes	25	0,5
			Musulmans	23	0,4
			Tchèques	15	0,3
			Italiens	11	0,2
Kosovo	1 584		Macédoine	1 900	
Albanais	1 226	77,3	Macédoniens	1 279	67,3
Serbes	209	13,1	Albanais	377	19,8
Musulmans.....	58	3,6	Turcs	86	4,5
Tsiganes	34	2,1	Serbes	44	2,3
Monténégrins	27	1,7	Tsiganes	43	2,3
Turcs	12	0,7	Musulmans	39	2,0
			« Yougoslaves ».....	14	0,7
Monténégro	584		Serbie (sans PA)	5 694	
Monténégrins.....	400	68	Serbes	4 865	85,4
Musulmans	78	13,3	« Yougoslaves ».....	272	4,7
Albanais	37	6,3	Musulmans.....	151	2,6
« Yougoslaves ».....	31	5,3	Albanais.....	72	1,2
Serbes.....	19	3,2	Tsiganes.....	57	1,0
			Croates.....	31	0,5
			Bulgares.....	30	0,5
			Macédoniens.....	29	0,5
			Valaques.....	25	0,4

Slovénie.....	1 891		Voïvodina	2 034	
.	1 712	90,2	Serbes	1 107	54,4
Slovènes	55	3,2	Hongrois.....	385	18,9
Croates	42	2,2	« Yougoslaves ».....	167	8,2
Serbes	26	1,3	Croates.....	109	5,3
« Yougoslaves ».....	13		Slovaques.....	69	3,3
Musulmans			Roumains.....	47	2,3
			Monténégrins.....	43	2,1
			Tsiganes.....	19	0,9
			Ruthènes.....	19	0,9
			Macédoniens.....	18	0,8

Nous appelons « Serbie sans PA » sans les provinces autonomes de Kosovo et de Voïvodina, et « Serbie large » la république Serbie avec les provinces.

Rappelons que « Musulmans » s'applique aux musulmans de langue serbo-croate.

Il peut être intéressant de voir le pourcentage des diverses nationalités dans la « Serbie large » en 1981 :

2.2.3. Nationalités de la Serbie

Nationalités	En milliers	%
Population totale	9 313	
Serbes	6 182	66,3
Albanais	1 303	13,99
« Yougoslaves »	441	4,7
Hongrois	390	4,1
Musulmans	215	2,3
Croates	149	1,5
Monténégrins	147	1,5
Tsiganes	110	1,1
En cette tableau on peut de voir le taux de cohésion des nationalités en Serbie.		

Nous ferons le calcul de deux façon, d'abord pour les entités fédérales, en distinguant la Serbie « étroite » de ses provinces, ensuite pour les républiques, en considérant la Serbie « large ». Les deux tableaux suivantes nous nous montrerons la situation en 1981 :

2.2.4. Cohésion des entités fédéral

Entité	1 ^{er} Nationalité	%	2em Nationalité	%
1- Slovénie.....	Slovènes.....	90,2	Croates	3,2
2- Serbie.....	Serbes	85,4	« Yougoslaves ».....	4,7
3- Kosovo.....	Albanais.....	77,3	Serbes	13,1
4- Croatie.....	Croates	75	Serbes	11,5
5- Monténégro.....	Monténégrins.....	68	Musulmans.....	13,3
6- Macédoine.....	Macédoniens.....	67,3	Albanais.....	19,8
7- Voïvodina.....	Serbes	54,4	Hongrois	18,9
8- Bosnie	Musulmans	39,5	Serbes	32

2.2.5. Cohésion des républiques

République	1 ^{er} nationalité	%	2 ^e nationalité	%
1- Slovénie	Slovènes	90,2	Croates	I 3,2
2- Croatie	Croates	75	Serbes	11,5
3- Monténégro.....	Monténégrins	68	Musulmans	13,3
4- Macédoine.....	Macédoniens.....	67,3	Albanais	19,8
5- Serbie (large).....	Serbes	66,3	Albanais	13,9
6- Bosnie	Musulmans	39,5	Serbes.....	32

Enfin il est tentant de rechercher le taux de cohésion de la Yougoslavie dans son ensemble et de le comparer à celui des autres Etats européens.

Tous les pays européens, sauf dix, ont des taux de cohésion supérieurs à 90%.

2.2.6. Cohésion des Etats européens :

Etat	1 ^{er} nationalité	%
1- Bulgarie	Bulgares	87,8
2- France.....	Français.....	85,8
3- Roumanie	Roumains.....	85,5
4- Grande-Bretagne	Anglais.....	81,4
5- Espagne	Espagnols.....	72,8
6- Suisse.....	Suisses allemands.....	67,6
7- Tchécoslovaquie.....	Tchèques.....	65,6
8- URSS.....	Russes	54,8
9- Belgique.....	Flamands	52,9
10- Yougoslavie.....	Serbes	41,9

Les chiffres des derniers trois tableaux nous amène à quelques conclusions :

1. La Yougoslavie, parmi les Etats européens en 1981 avait le plus faible taux de cohésion, le seul inférieur à 50%.
2. Parmi les républiques et entités, seule la Slovénie a un taux de cohésion élevé. La Bosnie a un taux de cohésion à peu près égal à celui de la Yougoslavie, mais la natalité des Musulmans étant très forte et le taux de la Bosnie va croissant.
3. Parmi les autres entités, le deuxième rang est occupé par la Serbie(étroite) et la troisième par le Kosovo, mais si on compte la Serbie large, alors la Croatie est au deuxième rang.

Dans le tableau des entités, les Serbes occupent deux fois le premier rang et trois fois le deuxième, ils ont donc un rôle important dans cinq entités sur huit, et dans trois républiques sur six.

Au lieu de mesurer la cohésion des républiques ou des entités on peut évaluer la concentration des nationalités, c'est-à-dire le pourcentage de chaque nationalité présent dans l'entité ou la république où elle est la plus nombreuse.

Pour les huit entités, nous prendrons en compte huit nationalités : les six peuples plus deux minorités principales : Albanais et Hongrois. Pour les six républiques, nous considérerons les six peuples.

2.2.7. Concentration des huit nationalités principales dans les huit entités

Nationalité	Entité	Nombre total	Nombre dans l'entité	% dans l'entité
1- Slovènes.....	Slovénie	1 753	1 712	97,2
2- Macédoniens	Macédoine.....	1 339	1 279	95,2
3- Hongrois	Voïvodine.....	426	385	90,3
4- Musulmans	Bosnie.....	1 999	1 630	81,5
5- Croates	Croatie.....	4 428	3 454	78
6- Albanais	Kosovo.....	1 730	1 226	70,8
7- Monténégrins	Monténégro.....	579	400	69
8- Serbes	Serbie (étr.)	4 865	4 865	60

2.2.8. Concentration des six peuples dans les six républiques

Peuple	République	Nombre Total	Nombre dans la république	% dans la république
1- Slovènes	Slovénie	1 753	1 712	97,2
2- Macédoniens.....	Macédoine.....	1 339	1 279	95,2
3- Musulmans.....	Bosnie.....	1 999	1 630	81,5
4- Croates.....	Croatie.....	4 428	3 454	78
5- Serbes.....	Serbie.....	8 104	6 182	76,2
6- Monténégrins.....	Monténégro.....	579	400	69

Quelle que soit la façon de compter, les Serbes sont le peuple le moins concentré. Mais pourquoi ? Parce que auparavant la politique de la Serbie (royaume) avait été d'implanter les Serbes sur les autres territoires, comme les gendarmes, tout les gendarmes avaient été les Serbes, comme évêques etc. donc pour ça il y a 23% de Serbes hors de la Serbie.

Il faut considérer la répartition des nationalités dans son évolution. Nous comparerons les résultats du recensement de 1971 à celui de 1981.

2.2.9. Evolution de 1971 à 1981 par nationalité

Nationalités	1971	%	1981	%	Evolution	%
Yougoslavie.....	20 522		22 424		1 902	9,2
Serbes.....	8 143	39,6	8 104	36,3	- 39	-0,4
Croates.....	4 526	22	4 428	19,7	- 98	-2,1
Musulmans.....	1 729	8,4	1 999	8,9	270	15,6
Slovènes.....	1 678	8,1	1 753	7,8	75	4,4
Macédoniens.....	1 194	5,8	1 339	5,9	145	12,1
Monténégrins.....	508	2,4	579	2,5	71	13,9
Albanais.....	1 309	6,3	1 730	7,7	421	32,1
Hongrois.....	473	2,3	426	1,8	- 47	9,9
« Yougoslaves ».....	273	1,3	1 219	5,4	946	346

Il faut évidemment distinguer dans ces données brutes ce qui est évolution démographique réelle et ce qui est simple apparence statistique. Il est clair que le quadruplement du nombre des « Yougoslaves » ne correspond à aucune réalité concrète, mais seulement à une évolution des déclarations lors du recensement.

Le fait majeur est l'augmentation importante des populations sous-développées, et surtout celle des Albanais, qui augmentent de 32,1%. Le Kosovo croît à raison de 2,4% par an, ou 6 fois plus que France (0,4). La croissance démographique du Kosovo est une, parmi plusieurs facteurs principaux, de la guerre au Kosovo.

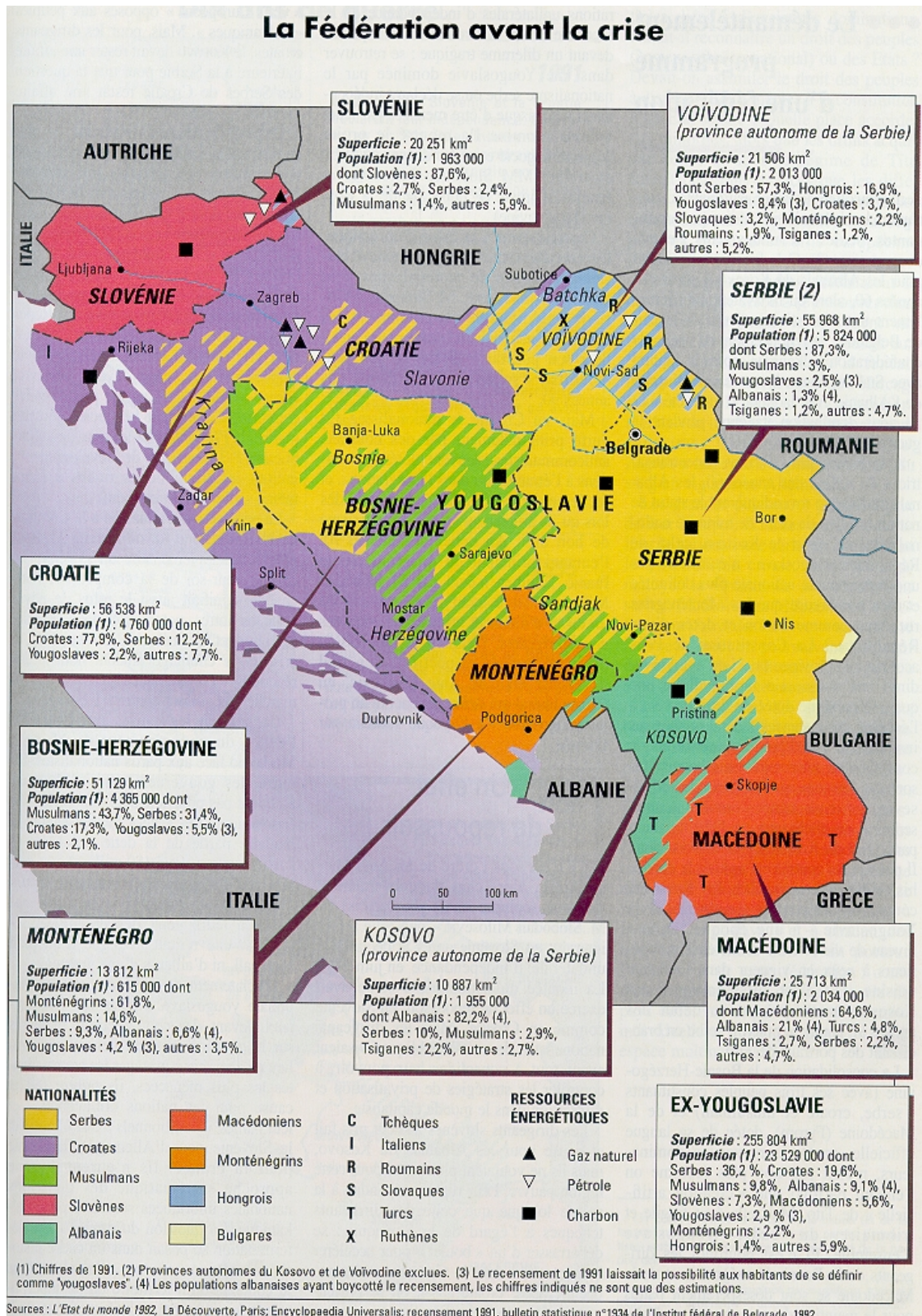
Avec l'imbrication des populations, le peu de cohésion ethnique de la plupart des territoires, la croissance démographique galopante des Albanais, bien des ingrédients étaient réunis pour faire de la fédération yougoslave un édifice fragile.

Il faut y ajouter les différences culturelles anciennes, qui se marquent en particulier dans les questions de langue et de confession religieuse.

Donc, de 1918 à 1991 a existé en Europe un Etat appelé « Yougoslavie ». Cet Etat s'appela de 1918 à 1929 « royaume des Serbes, Croates et Slovènes », et, de 1945 à 1991, « République socialiste fédérative de Yougoslavie ». En 1991, cet Etat est mort : les différents peuples qui le composaient, se sont séparés. En mars 1992, sur le même territoire existent plusieurs Etats distincts et même, malheureusement, ennemis.

Les élections présidentielles de la RF de Yougoslavie du 24 septembre 2000, ne devaient que confirmer le pouvoir en place. Mais la pression de la rue, et la prise de position ferme de la part de la Communauté Internationale a permis de substituer le régime démocratique de Koštunica au pouvoir autoritaire de Milošević. Le nouveau président est, depuis lors, confronté à de nombreux défis : transfert ou pas de l'ancien président au TPIY, volonté de sécession de la république du Monténégro, souhait d'indépendance de la province du Kosovo, recrudescence de la violence dans le sud de la Serbie, reconnaissance de la RFY sur la scène internationale, et le redressement

économique du pays. Les élections législatives serbes du 23 décembre 2000 ont confirmé la mouvance démocratique dans les Balkans.



2.3. Le redressement de l'économie :

La puissance d'un pays se mesurait, auparavant, en fonction de son instrument militaire. Maintenant, la puissance est principalement fonction de son outil économique. L'Union Européenne a commencé son ébauche il y a cinquante ans, en créant des liens économiques entre certains pays⁴, pour aboutir, vraisemblablement, sur une union politique à terme. Le succès d'une union doit être économique, avant d'être politique, en tissant au départ des liens forts au niveau commercial, financier, ... pour en arriver à une structure supranationale, qui est l'apogée d'une union. Ce faisant, l'union sera à l'abri de la malgouvernance d'un seul homme politique fort, ce qui lui permettra de connaître la pérennité.

On constate que la RFY a connu le parcours inverse, en mettant en place une fédération politique, sans l'existence d'une base économique, ce qui n'est pas adéquat, comme l'a montré l'histoire. Il est donc vital pour la région de créer avant tout des liens économiques forts, d'abord au niveau local, ensuite, de s'intégrer dans une structure plus large.

Plusieurs initiatives ont été mises en place, pour promouvoir les contacts locaux. Ainsi, la RFY a rétabli des relations diplomatiques avec toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie, et a noué des relations particulières avec la République Serbe de Bosnie, permettant une libre circulation des personnes et des marchandises. D'autres accords, avec la Grèce, permettent à la Serbie de disposer assez librement du port de Tessalonique, constituant, avec la côte monténégrine, un débouché vital vers la mer. D'autres initiatives tentent de promouvoir l'élargissement de la coopération régionale. D'abord, le Pacte de stabilité pour le sud-est de l'Europe⁵, fut rendu public le 10 juin 1999 par l'UE. Il s'est tenu pour la première fois à Belgrade les 13 et 14 novembre 2000, et poursuivait le but de promouvoir la solidarité balkanique. Enfin, la RFY fut réintégrée dans la CEI « Central European Initiative » le 25 novembre 2000 lors du

⁴ On assiste actuellement aux pourparlers portant sur la « Zone de Libre Echange Américain », qui tente de créer un nouveau marché économique, regroupant l'Amérique du Nord et du Sud.

⁵ Le pacte de stabilité regroupe d'une part la Slovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, et d'autre part, la Croatie, la Macédoine, la BiH, la RFY et l'Albanie. Voir Vukadinovic Nebojsa « L'Europe du Sud-Est sous perfusion » dans Le Monde Diplomatique, novembre 2000, p. 18-19.

sommets de Budapest. Cette organisation de 16 pays d'Europe centrale⁶ est essentiellement axée sur la mise au point de projets économiques régionaux.

A côté de ces initiatives de coopération locale, il sera nécessaire pour les pays balkaniques de s'intégrer, à terme, dans une structure plus globale, à savoir l'Union Européenne. Ainsi, le sommet de Zagreb du 24 novembre 2000, durant lequel les Quinze ont rencontré les dirigeants de l'Albanie, la Macédoine, la BiH, la Croatie et la Yougoslavie⁷, avait pour but de faciliter une éventuelle intégration dans l'UE⁸. Durant ce sommet, il fut clairement demandé aux pays balkaniques de s'entendre entre eux pour accélérer leurs chances d'adhérer au club européen, même si la route était encore longue⁹. La déclaration finale du sommet peut être résumée comme suit : démocratie, réconciliation, et coopération régionales d'une part et rapprochement de chacun de ces pays avec l'Union Européenne d'autre part¹⁰. Cette rencontre fut capitale puisque tous les pays balkaniques veulent être membres de l'UE et ils ne peuvent pas manquer une telle occasion en renforçant la coopération et la confiance mutuelles. Mais les critères d'admission restent très stricts, et les perspectives d'élargissement de l'UE ne sont envisageables qu'à long terme pour ces pays (la Serbie n'envisage son adhésion à l'UE qu'à partir de 2006). Mais cela reste un moteur pour la politique et un objectif extraordinaire pour ces gouvernements chargés de faire entrer totalement leur pays dans la Communauté Internationale. D'autre part, la survie de l'UE semble également dépendre de ces pays, puisque l'Europe occidentale ne pourra pas parvenir à l'union et à

⁶ La CEI fut créée en 1989 et regroupe actuellement Albanie, Autriche, Belarus, BiH, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Italie, Macédoine, Moldavie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine et RFY, et représente 240 millions de personnes. Voir Le Figaro, « Belgrade se rapproche de ses voisins », le 27 novembre 2000.

⁷ Lycos, « Sommet de Zagreb : les Quinze tendent la main aux Balkans », le 24 novembre 2000.

⁸ Promesse de versement de 4,65 milliards d'EURO, dont 3 pour la RFY : 200 millions en 2000, puis 240 en 2001, puis 2,5 milliards échelonnés sur les 5 années suivantes. Voir The Guardian, « Risque d'éclatement au sommet des Balkans », le 25 novembre 2000.

⁹ TREAN Claire, « Les Quinze promettent aux pays des Balkans un avenir dans l'Union », dans Le Monde du 27 novembre 2000.

¹⁰ DUBUISSON Martine, « Le ticket européen passe par la paix balkanique », dans Le Soir du 25 novembre 2000.

la croissance économique si l'Europe du Sud-Est s'enfonce dans la pauvreté¹¹. Ce succès sera le garant de la stabilité balkanique.

2.4. Rôle de la Communauté Internationale :

Il est indéniable que la Communauté Internationale a un rôle important à jouer dans l'équilibre des Balkans. C'est elle qui est intervenue militairement en Croatie, en BiH et au Kosovo, c'est elle qui est parvenue à imposer ou à faire accepter les Accords de Dayton et la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU, couplée avec les Accords de Kumanovo, c'est elle qui a mis la pression sur Milošević, lorsqu'il a amendé la Constitution, c'est elle qui a aidé Koštunica à s'installer au pouvoir, et qui a réintégré la RFY en son sein de façon expresse. A l'heure de la mondialisation et de la globalisation, on peut affirmer que la Communauté Internationale intervient de plus en plus fréquemment et que son poids s'accroît dans les choix des gouvernements. Cependant, il faut certainement moduler cette intervention par la réflexion suivante. Les décisions doivent être collectives, et ne pas engager un Etat plus qu'un autre. Idéalement, ces choix devraient aussi impliquer les Etats-Unis qui, même loin des Balkans, ont une vue plus neutre et plus globale. De plus, les décisions alliant la puissance de l'Amérique, s'imposent aussi plus naturellement.

Mais les verdicts rendus par la Communauté Internationale ne doivent en aucune manière être sibyllins. Avant l'envoi d'une force militaire sur un théâtre, l'objectif politique poursuivi doit être clairement déterminé, au risque de rendre la position militaire ambiguë. Cela est vrai pour les opérations de « peace keeping », mais surtout pour les opérations de « peace making », où une simple neutralité pour la force militaire est intenable, au risque de donner l'impression de cautionner les (ex-)actions de l'opresseur. Ce fut particulièrement le cas pour la guerre en Bosnie.

Enfin, les résolutions dictées par la Communauté Internationale ne doivent en aucune manière prêter à interprétation. Prenons le cas de la Bosnie et du Kosovo. Les Accords de Dayton reconnaissent explicitement la coexistence de deux entités bien

¹¹ Joseph R. Biden Jr, « Notre présence dans les Balkans demeure indispensable », in Le Monde, 30 janvier

distinctes en Bosnie, à savoir la République Serbe et la Fédération croato-musulmane. En considérant que les blessures laissées par la guerre en BiH sont profondes et encore à vif, et que les nationalismes sont toujours présents, il n'y a qu'un pas à faire pour imaginer toute la fragilité d'un tel accord. La résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU, portant sur le Kosovo, quant à elle, est caduque dans son texte même, puisqu'elle stipule qu'une autonomie substantielle devrait être garantie au Kosovo, dans le cadre du respect de la souveraineté de la RFY (et pas de la Serbie). Or, le Kosovo fait partie de la Serbie. Donc, si la RFY se désintègre, cela rend la résolution 1244 caduque, ce qui légitimera une indépendance de fait de la province, avec toutes les conséquences que cela pourra entraîner.

2.5. Risque d'extension de la crise

Force est de constater que l'équilibre balkanique est, dans la situation actuelle, fort précaire. Au sein de la Serbie, les velléités indépendantistes des extrémistes Albanais kosovars, s'exprimant au sein du Kosovo ou à la frontière administrative entre le Kosovo et le Sud de la Serbie, rendent tout dialogue avec les autorités de Belgrade impossible. Depuis le mois de décembre 2000, il faut constater une recrudescence des attentats terroristes, avec une augmentation des victimes civiles et des forces de l'ordre serbes. Il ne faut toutefois pas négliger le fait que 25% de la population de la Macédoine est d'origine albanaise, et est concentrée principalement aux frontières avec l'Albanie et le Kosovo, sans oublier la composante albanaise musulmane du Monténégro (20%) et du Sandjak. D'autre part, les relations entre la Serbie et le Monténégro sont de plus en plus tendues, avec la volonté de sécession de la république côtière, exigeant sa reconnaissance propre sur la scène internationale, et une révision en profondeur de ses relations avec la Serbie au sein de la RFY. Enfin, l'équilibre artificiel relativement instable entre la Republika Srpska et la Fédération croato-musulmane au sein de la BiH, pourrait rapidement s'écrouler, si la fibre sensible du nationalisme était grattée.

Tenant compte de ces données, le risque de la réalisation d'un scénario très pessimiste ne doit pas être négligé. Pas nécessairement au point de vue de la violence de la crise, mais sur le principe de l'intangibilité des frontières, se basant sur un fait paraissant assez anodin. Supposons que, suite à son référendum, le Monténégro

choisisse de couper son lien avec la Serbie. Cela signifie la disparition de la RFY. Partant de ce principe, les albanais kosovars vont légitimer l'indépendance du Kosovo, puisque la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU reconnaît l'existence du Kosovo au sein de la RFY (et pas de la Serbie). Il n'y a alors qu'un pas à faire pour imaginer une forme de regroupement de tous les Albanais (Kosovo, Macédoine, Monténégro et Sandjak) au sein d'une même entité, éventuellement rattachée à l'Albanie. Par dépit, les Serbes de la Republika Srpska vont alors exiger leur rattachement à la Serbie, les Croates de la Fédération Croato-musulmane, le rattachement à la Croatie, et les Bosniques (musulmans de la Bosnie) leur rattachement éventuellement au Sandjak. Il s'agit en occurrence de l'effondrement de la BiH et de la Macédoine fort fragiles, au profit de la Grande Serbie, la Grande Croatie et la Grande Albanie. Bref, nous risquons d'assister à l'écroulement d'un jeu de cartes dont les bases sont actuellement trop fragiles. A la vue de ce scénario pessimiste, on comprend mieux les efforts intenses auxquels se livre le président Koštunica pour préserver l'appartenance du Kosovo à la Serbie, et l'union de la Serbie et du Monténégro au sein de la RFY, qui pourraient être le point de départ d'une crise généralisée dans les Balkans. La Communauté Internationale se félicite que la Serbie et la RFY traitent la situation dans le Sud de la Serbie de façon non violente, privilégiant avant tout la voie pacifique et le dialogue. Elle affirme aussi clairement qu'aucun changement de frontières n'est envisageable, mais se dit prête à accepter le verdict du peuple monténégrin.

CONSEQUENCES POUR LA MACEDOINE

3.1. Aperçu historique :

La Macédoine a été peuplée dès le néolithique (4.500 ans avant notre ère) de population indo-européennes. Anciens Macédoniens, Ilyriens, Thraces et Hellènes s'installent sur les territoires de la Péninsule Balkanique. Les anciens Macédoniens occupent la partie centrale des Balkans. La Macédoine antique connaît son essor le plus grand sous les règnes du roi Philippe et de son fils Alexandre le Grand – Macédonien. Philippe unifie la Macédoine, faisant d'elle un puissant Etat centralisé. Alexandre le Grande, un des plus grands chefs de guerre et conquérant de l'histoire, étend ses frontières de la mer Adriatique jusqu'à l'Inde et l'Egypte.

Les Romains occupent la Macédoine au II^{ème} siècle av. JC. Au IV^{ème} siècle de notre ère, celle-ci est intégrée dans le cadre de l'Empire Byzantin. Au VI^{ème} et VII^{ème} siècles, les tribus slaves envahissent la Macédoine, y créant des « Sklavinii », territoires tribaux nommés d'après les tribus macédoniennes : Bersiti, Dragoviti, Velegesiti, Rinhini et autres.

Au X^{ème} siècle est fondé un puissant empire macédonien à la tête duquel se trouve le tsar Samoïl et dont le siège est établi dans les villes macédoniennes de Prespa et Ohrid. Une Eglise macédonienne indépendante est créée – l'Archépiskopie d'Ohrid – avec l'approbation de Rome.

Au XIII^{ème} siècle, la Macédoine passe sous la domination des Serbes, puis, au XIV^{ème} siècle, sous celle des Turcs osmanli. Les Turcs occuperont la Macédoine durant cinq siècles- jusqu'en 1912, début des guerres balkaniques. En 1913, comme conséquence de ces guerres, la Macédoine est morcelée et partagée entre trois Etats : la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

En 1941, le peuple macédonien participe avec les autres peuples yougoslaves à la Guerre antifasciste. Le résultat de cette guerre est la proclamation, à l'assemblée de

l'ASNOM, le 2 août 1944, d'un Etat macédonien (sur le territoire connu comme Macédoine du Vardar) qui devient l'une des six républiques de la RPF Yougoslavie.

Depuis le référendum de 1991, la Macédoine est un Etat autonome et indépendant.

3.2. Population :

D'après le recensement de juin 1994, la République de Macédoine compte 2 186 877 habitants, la majorité étant de nationalité macédonienne, le reste appartenant à 26 minorités et groupes ethniques et à un nombre minimal qui ne se déclare pas.

3.3. Composition ethnique :

Macédoniens 1 320 425 (67,6%), 442 914 (21%), Turcs 77 252 (4%), Roms 43 732 (2,3%), Valaques 8 467 (0,4%), Serbes 39260 (2%), autres 35 960 (1,9%) et ceux qui ne se déclarent pas 1 962 (0,1%). Les autres sont les Musulmans, les Bosniaques, les Egyptiens, les Monténégrins et les Croates 2 178 (0,1%).

3.4. Structure de la population selon l'âge :

La moyenne d'âge de la population en République de Macédoine est de 32 ,7 ans pour les hommes et de 33,9 ans pour les femmes.

L'espérance de vie des hommes est de 70,1 ans et celle des femmes 74,4ans.

3.5. Agglomérations :

La population en Macédoine vit dans 1644 agglomérations dont 30 urbaines et 1614 rurales. Le nombre de la population urbaine s'élève à 1 250 121 habitants. En République Macédoine, il existe une autonomie locale assez importante et bien organisée. Skopje est la capitale et centre économique, financier, commercial et culturel.

Le macédonien est la langue officielle en République de Macédoine. L'alphabet macédonien est en caractères cyrilliques. L'orthographe est basée sur le principe phonétique. L'alphabet a 31 lettres. Le macédonien, en tant que langue autochtone de la famille des langues slaves, plus précisément des langues slaves du sud, fait partie des langues indo-européennes. Son histoire date du IX^{ème} siècle-période qui marque les débuts de la culture slave. La nouvelle codification de la langue littéraire macédonienne a été faite en 1944. Elle possède toutes les qualités d'une langue européenne. On se parle aussi dans les pays voisins : Albanie, Bulgarie, Grèce et RF de Yougoslavie où vivent des minorités macédoniennes.

3.5. Religions :

Il y a plusieurs communautés confessionnelles :

- L'Eglise orthodoxe macédonienne autocéphale. Elle possède dix diocèses dont sept se trouvent en Macédoine et trois sont à l'étranger au service de la diaspora : le Diocèse orthodoxe macédonien américo-canadien, en Australie et le diocèse européen.
- La communauté religieuse islamique, et
- La communauté religieuse catholique

CONCLUSION

La question macédonienne s'inscrit sans aucun doute au cœur des problèmes balkaniques. A l'inverse de ses voisins, la Macédoine a su développer un régime satisfaisant pour ses minorités, malgré çà, les extrémistes albanaise aujourd'hui a menacé. La démocratie macédonienne n'est pas une démocratie idéale, mais la Macédoine a réalisée des avancées considérables sur le plan des droits des minorités, essentiellement, et compte tenu du nombre, pour la minorité albanaise : représentation des partis albanais au Parlement de la République (24 députés), participation du parti albanaise majoritaire au gouvernement, avec des postes importants, tels que vice-président du gouvernement, des portefeuilles ministériels névralgiques (de la Justice, de l'Economie, de l'Emploi, des Collectivités locales). Dans l'armée macédonienne, il y a plusieurs généraux et de nombreuse officiers supérieurs d'origine albanaise, certains occupant des postes très haute responsabilité. Par ailleurs, il existe un enseignement en albanais dans le primaire, le secondaire et le supérieure, avec une université albanaise à Tetovo et une faculté pédagogique en albanais dans le cadre de l'université de Skopje.

Mais l'UCK, qui prétend défendre les intérêts des Albanaise de Macédoine, dont une grande partie ne se sent nullement le besoin d'avoir recours à ses services, a choisi la voie de la violence, pour laquelle il n'y a pas de place dans le contexte macédonien. La situation dans cette partie des Balkans devient alarmante.

D'autre part, suite aux nombreux embargos imputés à la Yougoslavie et aux confrontations militaires dans les pays voisins, la Macédoine traverse une transition postcommuniste très douloureuse, qui constitue un terrain très propice pour les ambitions aventuristes. Avec un PNB par habitant de 1800 dollars, un taux de chômage record atteignant les 36%, un taux de natalité albanaise de 15 pour 1000, un salaire moyen avoisinant les 700 FF, la Macédoine se classe parmi les pays les plus pauvres des Balkans.

Il faut garder en permanence à l'esprit que chaque nationalisme risque d'apporter sa petite torche devant la « poudrière des Balkans ». Pour parvenir à maintenir l'équilibre fragile qui y règne, il est indispensable de tisser des liens

économiques forts entre les pays de la région, garants de la stabilité. Ensuite, il sera possible, à terme, de créer une union forte dans le cadre d'une Fédération plus large que celle de la RFY actuelle.

Il nous semble qu'une scission de la part du Monténégro puisse être à l'origine d'une grave crise balkanique. Une indépendance du Kosovo ne nous semble pas être recommandable. De plus, on peut se poser la question de la viabilité autonome de ces deux petites entités. D'autre part, l'équilibre actuel est trop précaire que pour pouvoir être maintenu. La priorité devra être placée sur le développement des liens économiques forts entre ces entités, ainsi que des échanges avec les pays voisins, ce qui devra permettre de dépasser toute velléité nationaliste. Et enfin, parvenir à élargir cette fédération à un ensemble plus vaste dans les Balkans, ou directement l'intégrer dans l'Union Européenne.

Seul l'avenir proche nous dira si la région risque de basculer dans une crise généralisée, ou si le développement de liens économiques parviendra à stabiliser l'Europe du sud-est ...

TABLE DES MATIERES

Fiche de présentation.....	1
INTRODUCTION	3
DEMOGRAPHIE EN GENERAL.....	5
1.1. Définitions :	5
1.2. La démographie et ses sources	6
1.3. Les statistiques d'état : recensements et enquêtes	7
1.4. Les statistiques de mouvement : L'état civil et les registres de population.....	7
1.5. Développement économique et qualité des données.....	8
1.6. L'influence des minorités.....	8
1.7. Les processus unificateurs en Balkan et Moyen-Orient.....	8
LA DEMOGRAPHIE DANS LES BALKANS – YUGOSLAVIE (KOSOVO)	11
2.1. L'histoire de la Yougoslavie (1943-1989) :	11
2.2. Les nationalités :.....	15
2.2.1. Nationalités de la Yougoslavie (recensement de 1981) :.....	16
2.2.2. Les nationalités par entité fédéral – 1981	17
2.2.3. Nationalités de la Serbie.....	18
2.2.4. Cohésion des entités fédéral	19
2.2.5. Cohésion des républiques	19
2.2.6. Cohésion des Etats européens :	20
2.2.7. Concentration des huit nationalités principales dans les huit entités.....	21
2.2.8. Concentration des six peuples dans les six républiques.....	22
2.2.9. Evolution de 1971 à 1981 par nationalité.....	22
2.3. Le redressement de l'économie :	25
2.4. Rôle de la Communauté Internationale :	27
2.5. Risque d'extension de la crise	28
CONSEQUENCES POUR LA MACEDOINE	30
3.1. Aperçu historique :	30
3.2. Population :	31
3.3. Composition ethnique :	31
3.4. Structure de la population selon l'âge :	31
3.5. Agglomérations :	31
3.5. Religions :	32
CONCLUSION.....	33
TABLE DES MATIERES.....	35

BIBLIOGRAPHIE :

CHESNAIS Jean-Claude : Que sais-je de la démographie

GARDE Paul : Vie et mort de la Yougoslavie

LENDVAI Paul : Tensions nationales dans les Balkans, Politique étrangère/643

CHRISTOPHE CHICLET : La Macédoine en danger d'éclatement, Monde diplomatique

NANO RUZIN : Rebonds, Skopje 2000

INTERNET : www.macedonica.com